

Communistes

www.PCF.fr

**Une semaine pour convaincre,
rassembler, faire gagner
la gauche et les valeurs
de la République**

(p. 3)

Vidéo



**Une communiste veut
gagner Versailles !
Une journée
avec
Tess Rendina-
Mancuso**

**Un 8 mars
de grande
mobilisation**
(p. 5)

Pèze

Les Échos de samedi font leur une avec une photo de la frégate iranienne coulée par une torpille américaine. D'ordinaire ce genre de clichés vise à rendre compte de la sauvagerie de la guerre (une centaine de marins pulvérisés tout de même). Mais ici, dans le journal de Bernard Arnault, l'image évoque plutôt le commerce des armes et une sorte de campagne promotionnelle pour les engins de mort (une torpille « Mark 48 » vaut dans les 5 millions d'euros...). D'ailleurs l'édito qui accompagne le cliché, est intitulé « Les nouvelles armes de la guerre » « La guerre, c'est la paix » clamait Big Brother, dans le roman 1984 d'Orwell. La guerre, c'est le pèze, dit Arnault. ☹

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

DE PRIX NOBEL DE LA PAIX A ROI DE LA JUNGLE

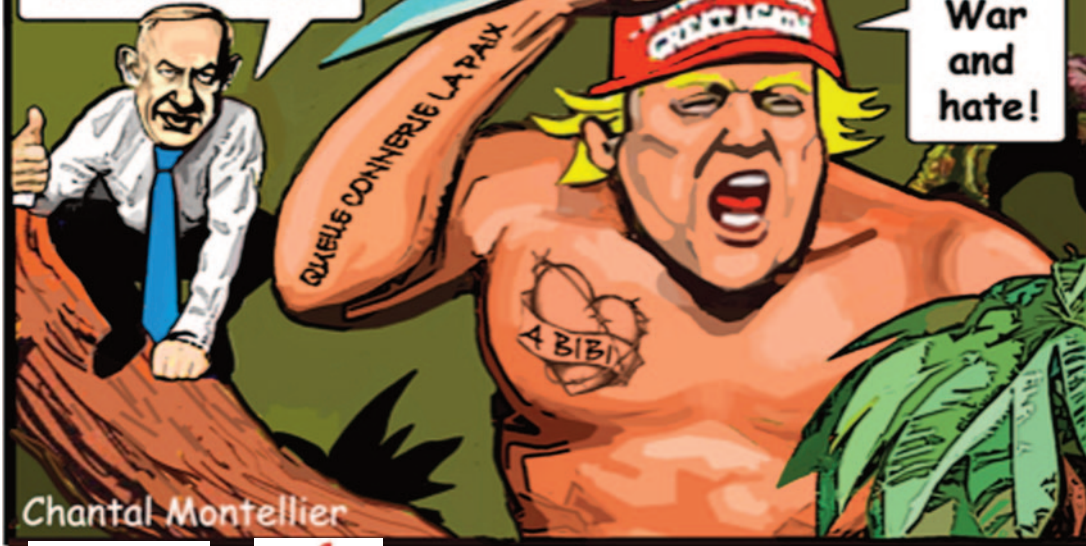
«La paix ne peut être maintenue par la force, elle ne peut être atteinte que par la compréhension.»
Gandhi



«La civilisation ne consiste pas à multiplier les besoins, mais à les réduire.» Gandhi



la puissance douce est bonne, mais la puissance dure est encore meilleure.



Chantal Montellier

18 avril, à partir de 11 h 30 : Grand banquet des vétérans et leurs amis présidé par Igor Zamichiei, coordinateur de l'Exécutif national du PCF. Salle des fêtes, Saint-Sornin (03)

5 juillet, à partir de 7 h : Brocante pour le droit aux vacances organisée par la section de Bresles. Avec tombola, restauration professionnelle et animation musicale. Renseignements et réservations : 06 85 15 37 80. La Neuville-en-Huez (60)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

13 mars, 18 h : Culture en péril, que faire ? Avec le collectif « Culture en Lutte 44 », qui regroupe des professionnels-le-s, des syndicats, des associations, pour organiser et visibiliser les luttes, mais aussi réfléchir à des propositions collectives.

17 avril, 18 h : Attention, Stérin miné. Avec Thomas Lemahieu, grand

reporter, membre du pôle Enquêtes de l'Humanité. Son investigation journalistique sur la holding de Stérin a révélé l'ampleur du projet d'extrême droite Périclès.

29 mai, 18 h : Santé mentale en crise, symptôme d'une société en souffrance ? Avec Angélique Mounier-Kuhn, journaliste, elle a récemment coordonné le numéro 203 de la revue *Manière de voir* : « Santé mentale, symptômes d'un monde fêlé ». (Rencontre organisée en lien avec les Amis du Monde diplomatique)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matrimoine féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.



Une semaine pour convaincre, rassembler, faire gagner la gauche et les valeurs de la République

À six jours du premier tour des élections municipales, le PCF appelle ses militants et militantes, ses élu-es et ses sympathisant-es à amplifier le débat démocratique mené dans les 35 000 communes de France. Les derniers jours de campagne vont être déterminants alors qu'un tiers des électeurs et électrices se disent indécis et que l'abstention pourrait concerner des millions de Français-es.

Face à la dégradation de la situation internationale et aux risques d'embrasement généralisé du monde et dans le contexte de l'intervention militaire américano-israélienne en Iran et au Liban, les communes seront amenées à jouer, comme elles l'ont toujours fait, un grand rôle aux côtés de nos concitoyen-nes.

Les élu-es communistes, refusant l'économie de guerre que cherche à nous imposer Emmanuel Macron, portent des exigences démocratiques de paix, de solidarité internationale et de coopération, et des propositions concrètes pour protéger la vie quotidienne et le pouvoir d'achat des habitant-es de nos communes grâce au développement des services publics locaux.

Dans ce contexte, nous demandons au gouvernement de protéger les budgets de nos communes des effets de la guerre de l'énergie menée par Donald Trump et de garantir leurs capacités d'action immédiate en prenant des mesures urgentes de maîtrise et de blocage des prix de l'énergie.

Troisième force politique du pays dans ce scrutin avec des milliers d'élu-es municipaux et près de 600 maires, présent au quotidien dans les luttes des travailleurs et travailleuses, des citoyennes et citoyens dans tous les départements ruraux ou métropolitains, le PCF conduit plus de 700 listes et soutient des milliers de listes menées par d'autres formations politiques de la gauche et des écologistes.

Pour l'avenir de nos communes, nous appelons à battre partout la droite et l'extrême droite. Elles ont en commun une gestion néolibérale qui se traduit systématiquement par une casse des services publics locaux et un recul brutal des politiques sociales de proximité. Elles organisent l'asphyxie du tissu associatif en multipliant les coupes budgétaires, détruisant ainsi la solidarité locale. Elles livrent nos communes à la spéculation, sacrifiant le logement social au profit d'un affairisme immobilier décomplexé.

L'extrême droite constitue quant à elle un péril mortel pour la France. Elle ne se contente pas d'aggraver les régressions sociales et démocratiques. Derrière une imposture sociale mensongère, elle porte un projet raciste et xénophobe qui divise les habitantes et habitants de nos communes et remet en cause les principes fondamentaux de la République.

Face à ces dangers, nous appelons à poursuivre et élargir partout les dynamiques de rassemblement autour des majorités de gauche sortantes pour répondre aux attentes des habitant-es, pour des politiques municipales, protectrices et émancipatrices, de développement de l'emploi et des services publics locaux, notamment en matière de santé, de culture, d'éducation, de mobilités, de logement.

À l'offensive contre les logiques du capital, nos majorités de gauche, fortes de la présence et de la détermination des communistes, démontrent au quotidien qu'une alternative à l'austérité est possible dès l'échelon

local. Elles constituent de véritables pôles de résistance et d'alternative pour répondre aux attentes des travailleurs et travailleuses. Elles agissent concrètement pour soustraire la ville aux politiques de marchandisation, reprendre le contrôle démocratique sur les biens communs, arracher de nouveaux droits et prouver par les actes que la politique peut concrètement changer la vie. Dans toute la France, les militantes et militants communistes ont œuvré au rassemblement des forces progressistes sur la base de projets défendant l'intérêt général et les services publics. Ils agissent pour la défense des communes et de leurs missions avec, toujours, la volonté d'apaiser le débat public et de construire des solutions concrètes, utiles au service de l'intérêt général.

C'est au soir du premier tour et avec l'ambition de faire gagner, partout en France, le maximum de listes portées par la gauche et les écologistes et pour ne donner aucun point d'appui à l'extrême droite dans notre pays, que se décideront, ville par ville et en lien avec notre exécutif national et les fédérations concernées, les choix de second tour.

Nous devons pour cela, dès le 15 mars, réunir les conditions du plus grand nombre de victoires possibles, en faisant élire ou en accordant les plus favorables aux candidat-es communistes et aux listes de gauche et écologistes. C'est notre objectif pour les six jours qui viennent. ✪

Parti communiste français
Paris, le 9 mars 2026



Montreuil une ville qui refuse la résignation

Le maire, c'est l'élu qu'on croise, qu'on interpelle, qu'on peut contredire. Celui qui est comptable, chaque jour, de décisions très concrètes : ouvrir une école, maintenir et développer un centre de santé, loger des familles, réparer une rue, soutenir une association. Si la confiance locale tient, c'est parce que la commune travaille à partir du réel : la vie quotidienne, l'expérience des habitants. Elle transforme concrètement la vie des gens.

Cette confiance s'explique aussi par contraste. Depuis plusieurs années, Emmanuel Macron a fragilisé la vie démocratique du pays. À force de contournements, d'artifices institutionnels, de verticalité assumée et de passages en force, le pouvoir national est devenu un facteur d'instabilité et de défiance plutôt qu'un point d'appui collectif. La parole publique s'est abîmée et les citoyens se sont éloignés des institutions nationales. Dans ce contexte, la politique locale apparaît comme un refuge de stabilité et de continuité.

Pouvoir d'achat, insécurité, santé, logement : ce sont ces questions qui arrivent en premier dans nos permanences. Et on ne peut pas y répondre par des slogans. Le pouvoir d'achat, ce n'est pas une abstraction : c'est le prix du repas à la cantine, l'accès à une alimentation digne, la possibilité de se soigner sans avance de frais, de se déplacer sans s'endetter. À Montreuil, nous avons investi dans des services publics locaux solides : centres municipaux de santé, mutuelle communale, restauration col-

lective publique, solidarité alimentaire.

Le logement est au cœur de tout. Sans toit stable, rien ne tient. Nous défendons le logement social comme un bien commun, et non comme une variable d'ajustement : plus de 40 % du parc est social à Montreuil et nous imposons des quotas élevés dans les programmes neufs. Mais les communes ne peuvent pas, seules, réparer les dégâts de décennies de désengagement national. Quant à la sécurité, elle ne se résume pas à l'empilement répressif : elle se construit par la présence humaine, l'école, le sport, la prévention, la culture, la santé, l'urbanisme — bref, par une République qui tient sa promesse d'égalité, partout.

Les logiques austéritaires poussent les communes à tenir à bout de bras. À Montreuil, nous avons assaini les finances sans renoncer à l'essentiel : écoles, espace public, mobilités douces, transition écologique. Or, face au dérèglement climatique, ce sont les villes qui agissent en première ligne : planter des arbres, désimperméabiliser, créer des îlots de fraîcheur, préserver l'eau, renforcer les espaces verts. Accuser ensuite les collectivités de creuser le déficit est injuste et irresponsable.

Pour renforcer les biens communs, nous faisons le pari de la coopération en nous appuyant aussi sur la force de Montreuil : son tissu associatif. Dans quelques mois, nous ouvrirons la première maison de naissance de Seine-Saint-Denis au sein de notre hôpital : sans reste à charge, dans un environne-

ment bienveillant et sécurisé, adossé à une maternité. L'eau est revenue en régie publique, la restauration collective est un service municipal, l'alimentation solidaire est pensée comme un droit. Et nous investissons dans l'éducation, la lecture, l'accès au livre, parce que l'émancipation commence là.

Tout cela dessine une ville qui refuse la résignation. À l'heure où l'extrême droite prospère sur les fractures et les colères abandonnées, notre responsabilité est claire : réparer, relier, protéger, et prouver, par l'action, qu'un autre avenir est déjà en construction. ✪

Patrice Bessac,
Maire de Montreuil



Un 8 mars de grande mobilisation !

Plus de 200 000 personnes ont manifesté sur tout le territoire

L'occasion aussi d'exprimer toute notre solidarité aux femmes du monde entier, en particulier aux Iraniennes et aux Afghanes. Elles sont les premières victimes des conflits armés, des dérèglements climatiques et des gouvernements réactionnaires et fascistes.

En Europe comme ailleurs, l'extrême droite prend place et menace. Nous sommes fières d'avoir tenu à distance le collectif Némésis de nos manifestations. Le féminisme d'extrême droite n'existe pas. C'est un leurre.

Faisons des élections municipales un nouvel élan pour obtenir l'égalité réelle, contre les violences sexistes et sexuelles. Dans nos communes, l'égalité doit continuer à se construire autour de plusieurs leviers essentiels :

- Centres municipaux de santé garantissant l'accès à l'VG.
- Aides renforcées pour les familles monoparentales.
- Aménagement des cours d'école et de l'espace public pour plus de mixité.
- Lieux d'accueil pour les femmes victimes de violences.

- Développement des modes de garde publics.
- Budgets municipaux sensibles au genre.
- Valorisation des métiers à prédominance féminine.

À Nancy, Clermont-Ferrand, Marseille, Paris, Mitry-Mory, Vitry sur Seine, Saint-Amand-les-Eaux et dans plein d'autres communes, des lieux spécifiques à destination des femmes ont ouvert pour les mettre en valeur, les protéger ou les informer.

Les services publics sont la clé d'une politique publique féministe. L'accès aux transports, aux crèches, aux soins, aux équipements culturels et sportifs conditionne l'égalité réelle. L'attribution des subventions aux associations doit respecter le principe de l'éga-conditionnalité.

Face aux reculs imposés par les politiques libérales, à la menace de l'extrême droite, les communistes sont en première ligne pour faire progresser les droits des femmes.

Pour une Révolution sociale et féministe ! ✪

Shirley Wirden
membre du CEN



Urgence Cuba : maintenir une digue face à la barbarie !

Depuis le 3 janvier Cuba est asphyxiée par les États-Unis. Plus une goutte de pétrole ne rentre dans l'île, les transports et les grandes infrastructures industrielles sont à l'arrêt. Avec les coupures d'électricité allant jusqu'à 20 heures par jour, c'est tout le système éducatif et de santé qui est aujourd'hui en péril. Les denrées alimentaires ne peuvent plus être conservées, les déchets s'accumulent et le manque d'électricité conduit à des coupures d'eau prolongées (le système d'eau étant alimenté par des pompes électriques) empêchant le traitement des eaux usagées et faisant peser le risque de la multiplication d'épidémies tel que le choléra. Donald Trump et Marco Rubio multiplient de leur côté les provocations en se disant prêts à annexer Cuba.

La soumission ou la mort, donc. C'est ce qui est en train de se jouer pour les 10 millions d'habitants de l'île. Et les dirigeants occidentaux regardent ailleurs... Ce panorama apocalyptique est pourtant bien réel et de plus en plus de dirigeants latino-américains craignent un nouveau génocide.

Pourtant la solidarité internationale s'organise. Une flottille pour Cuba a été imaginée par l'Internationale progressiste et les forces sociales et politiques latino-américaines. Face à l'urgence, celle-ci a été transformée en « convoi humanitaire global » qui convergera vers La Havane du 17 au 21 mars. Le PCF a décidé de s'associer à cette initiative en envoyant Vincent Boulet, responsable international du Parti, et moi-même en tant que coordinatrice de la campagne de solidarité avec Cuba. Mais nous n'y allons pas seuls ! Nous avons décidé d'emporter avec nous des médicaments et de travailler à envoyer 20 m³ de matériel médical d'urgence par avion-cargo. L'opération nous coûtera plus de 20 000 euros ! Au moins 4 containers sont également en préparation. Il nous faudra donc encore renforcer notre collecte financière dans les prochaines semaines pour soutenir ces actions via le site : <https://uncontainerpourcuba.fr/>
Nous appelons par ailleurs toutes les fédérations à multiplier les initiatives politiques et de solidarité pour alerter la popu-

lation sur ce qui se passe à Cuba. Pour lutter contre l'impérialisme étatsunien, pour demander à la France de réagir ! Lundi 9 mars, nous avons réuni de nouveau toutes les organisations de solidarité politiques, associatives et syndicales françaises avec Cuba pour travailler ensemble à la suite. **Nous avons décidé que les 11 et 12 avril prochains seraient des journées de mobilisation mondiales en solidarité avec l'île.** Partout en France, le PCF doit être à l'initiative de rassemblements larges ! À Paris la manifestation aura lieu le 11 avril et nous allons déposer une demande pour le Champ-de-Mars à 14h30. Les 13 et 14 février passés il y a eu plus de 12 rassemblements sur le week-end, plus de 25 initiatives depuis. Nous devons encore franchir un cap !

Ces actions visent aussi à interpeller nos villes, nos élus, les candidats aux municipales pour leur demander d'agir pour Cuba : en envoyant du matériel énergétique dans l'île après les élections, en mettant en œuvre les 65 projets de coopération que nous avons travaillé avec l'ICAP¹, en faisant voter des vœux pour interpeller le gouvernement et demander l'envoi de matériel humanitaire et énergétique, la mise en place d'un pont aérien depuis la Guadeloupe et la Martinique, ou encore de travailler à un partenariat avec le groupe EDF pour permettre la rénovation des centrales thermiques.

Sur le plan national nous continuons à travailler sur trois axes d'actions d'urgence :

- **La pression institutionnelle** : après les interpellations d'E. Macron par Fabien Roussel et du gouvernement par Stéphane Peu et Marianne Margaté nous avons demandé une audience d'urgence avec la CGT et le groupe des Verts au Sénat auprès du ministre des Affaires étrangères.
- **La riposte politique** avec le convoi humanitaire global du 17 au 21 mars et les journées de mobilisation mondiale des 11 et 12 avril.
- **L'aide concrète et matérielle** avec l'envoi de 20 m³ de matériel médical en avion, et l'objectif d'envoyer deux containers en avril et deux autres d'ici la fin de l'année. Il s'agit pour nous d'être à la hauteur de la situation politique

que nous traversons. Cuba résiste depuis 1959 à l'impérialisme étatsunien, mais aujourd'hui la solidarité avec l'île ne peut plus attendre. Il en va de la survie d'un peuple ! Et si demain Cuba socialiste venait à disparaître, ce ne serait pas seulement une perte immense pour tous les peuples qui à travers le monde luttent pour leur émancipation. Ce serait avant tout une digue majeure qui céderait face au déferlement de la barbarie et de la haine. 🇺🇸

Charlotte Balavoine

coordinatrice de la campagne de solidarité avec Cuba

1. Institut cubain d'amitié entre les peuples. Le fascicule en question est disponible ici : <https://www.pcf.fr/cuba>



1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

9/15 mars 1936 (10)

Sauver la paix

La question de la guerre ou de la paix domine toute la semaine. Le président du Conseil, Albert Sarraut, juge « inacceptable » la décision de Hitler de remilitariser la Rhénanie, mais rien ne suit. La SDN, la Société des Nations, sorte d'ancêtre de l'ONU, se réunit ; le Royaume-Uni déconseille toute action militaire en Rhénanie. Alors que le Sénat ratifie le pacte franco-soviétique, Gabriel Péri interroge : « Loi de la jungle ou sécurité collective ? » L'Humanité dénonce la complicité des fascistes français (Les Croix-de-feu ou les « Jeunesses patriotes » de Taittinger ou Marcel Bucard) avec les fauteurs de guerre. Tous ces gens étaient officiellement représentés, dénonce Lucien Sampaix dans l'Humanité, au congrès nazi de Nuremberg. « Les chefs fascistes français soutiennent Hitler depuis son accession au pouvoir. Ils le soutiennent parce qu'ils le considèrent, avec Mussolini, comme le chef de l'Internationale fasciste appelé à réaliser le bloc de l'ultra-droite de tous les pays pour une croisade contre l'Union Soviétique, patrie des travailleurs. » L'article est titré « L'Internationale fasciste au travail ».

Le PC propose au PS « d'organiser l'unité d'action internationale pour défendre la paix ». Il s'agit à la fois de tenir des actions communes « contre la guerre préparée et voulue par l'hitlérisme » et de s'adresser ensemble « aux deux Internationales en leur demandant de réaliser l'action commune internationale pour la défense de la paix. » Le PS refuse. « Un refus regrettable » titre l'Humanité.

En Espagne, la Phalange espagnole, organisation fasciste, est déclarée hors la loi et son chef Primo de Rivera est arrêté. Le PCE de son côté se renforce :



35 000 militants en février, 102 000 en mai. À lire la presse, faisant écho à d'effrayants faits-divers, l'époque semble particulièrement violente. Les assassinats, les meurtres, les parricides sont le lot quotidien. Paul Vaillant-Couturier consacre à ce sujet un éditorial intitulé « Contre le crime ». Le crime a toujours été là, ce qui change, s'amplifie, c'est le crime de la misère et le gangstérisme. « Ils sont typiquement des crimes d'un monde où sévit la

crise. » Il y voit « un monde à l'envers où l'on meurt de faim dans un enfer d'abondance ». Et le gangstérisme est l'enfant légitime d'une société où le profit est roi. Il conclut ainsi : « Il faut rendre aux hommes la confiance dans l'avenir et leur donner le sens de leur dignité. »

La date des élections législatives est fixée : 26 avril et 3 mai. 🗳️

Gérard Streiff

Le carré rouge **Gloire aux martyrs (7)**

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Le 21 août 1941 à Paris, Pierre Georges tue un aspirant de la marine allemande. Le 23, le commandant du Gross Paris ordonne : « Tous les Français en état d'arrestation... sont considérés comme otages... En cas de nouvel acte, un nombre d'otages correspondant à la gravité de l'acte sera fusillé. »

**Gloire à notre France éternelle
Gloire à ceux qui sont morts pour elle...
Aux héros et martyrs de la Résistance
fusillés par les nazis
Châteaubriand
22 octobre 1941
Inhumés le 22 juillet 1945**

Jean-Pierre Timbaud 1904-1941, mouleur en bronze, secrétaire de la Fédération des Métaux CGTU (1931-1934) puis CGT (1936-1939) de la région parisienne.

Claude Lalet 1920-1941, membre de l'Union des étudiants communistes (UEC).

Guy Môquet 1924-1941, adhérent de la Jeunesse communiste, élu responsable de la JC clandestine du 17^e arrondissement.

Edmond Lefebvre 1903-1941, ouvrier métallurgiste. Arrêté et interné en 1940 à Aincourt (95), il est un des organisateurs de la grève de protestation contre l'insuffisance de nourriture et l'absence de visites, en avril 1941.

Jules Vercrysse 1895-1941, secrétaire de la fédération CGT du Textile, secrétaire de la section de l'ARAC de Bagnolet (93)

Victor Renelle 1888-1941, ingénieur chimiste, il crée le syndicat CGT des ingénieurs des industries chimiques.

Huvnh-Khuong 1912-1941. secrétaire de l'UEC à

Lyon, professeur de philosophie.

Charles Delavaquerie 1922-1941, ouvrier imprimeur, militant de la JC à Montreuil-sous-Bois.

15 décembre 1941
Maurice Pillet 1902-1941, ouvrier charpentier, secrétaire régional de la CGT du bâtiment. Dans la clandestinité il était en charge des secrétaires rédaction, édition, diffusion de journaux et tracts.

Caen
Lucien Sampaix 1899-1941, ouvrier métallurgiste, militant CGTU, secrétaire de la région Nord-Est du PCF, secrétaire

général de *l'Humanité*. Participe à la parution de *l'Humanité* clandestine. Arrêté en mars 1941, il est fusillé le 15-12-1941.

Nantes

Maurice Lacazette 1909-1943, ouvrier métallurgiste, membre du bureau du syndicat des métaux de la région parisienne, adhère au PCF en 1935. Arrêté et évadé en 1942, rejoint et réorganise les FTP à Nantes. Arrêté en janvier 1943, il est fusillé le 25 août 1943

Mont-Valérien

René Lenoir 1900-1943, syndiqué à 17 ans, adhère



au PCF en 1923. Secrétaire de la fédération du Bâtiment. En Résistance, organise les comités populaires. Arrêté le 10 avril 1942, fusillé le 29 décembre 1943.

Pierre Lacan 1896-1942, responsable du PCF et de la CGTU d'Arras, secrétaire de rédaction à *l'Humanité*. En 1941, est membre de l'Organisation spéciale. Arrêté le 17 juin 1942, conduit au dépôt et fusillé le 11 août 1942.

René Le Pape 1901-1942, rédacteur à *l'Humanité*, en 1940, salarié de la CIMT à St-Pierre-des-Corps, il fournit du matériel à la Résistance ; en Indre-et-Loire il collabore directement avec René Froissart, responsable du PCF clandestin. Il est arrêté le 18 février 1942. Transféré aux autorités allemandes à Paris, il est fusillé le 21 septembre 1942. Son nom figure au Panthéon des écrivains morts pour la France.

Serge Môquet 1931-1944. Mort le 19 avril 1944 à l'âge de 12 ans et demi, frappé par les souffrances infligées à sa famille par la Gestapo. Des milliers de personnes les accompagneront de la Place de la République au Père-Lachaise. 🇫🇷

Gérard Pellois

PS :

A propos de Carré rouge n°6: A l'usage, on prononçait volontiers Sémard mais l'acte de naissance du dirigeant cheminot stipule Semard.

L'Avant-Garde Plus : le nouveau média de combat pour la jeunesse débarque sur YouTube !

Le paysage médiatique s'enrichit d'une nouvelle voix engagée avec le lancement de *L'Avant-Garde Plus*, la déclinaison vidéo du journal historique du jeunes communistes de France. Présentée par Tom, rédacteur en chef de *L'Avant-Garde*, cette chaîne YouTube modernise le centenaire. Conçue comme une véritable « arme pour l'action », elle s'adresse directement aux lycéens, étudiants, apprentis et jeunes travailleurs de France. La programmation promet d'être riche avec des politiques, des émissions de plateau thématiques et

des interventions de spécialistes et d'invités internationaux.

Pour son coup d'envoi, la chaîne propose un décryptage de haut vol sur la de l'impérialisme américain. Accompagné de Nadia, coordinatrice nationale du MJCF, Tom reçoit Estéban Evrard et Vincent Ortiz pour analyser les bouleversements de l'économie mondiale.

Ce premier épisode plonge les spectateurs dans la commerciale entre les États-Unis et la Chine, utilisant l'industrie automobile comme prisme de compréhension. Les invités y discutent de sujets stratégiques tels que le modèle de Tesla, l'ascension de BYD et le concept d'intégration verticale.

Fidèle à sa tradition de proximité, *L'Avant-Garde* ne se limite pas à la vidéo. En complément de cette nouvelle chaîne YouTube, vous pouvez retrouver l'actualité au jour le jour sur ses canaux, WhatsApp et Instagram. Le contenu reste également accessible via son hebdomadaire en ligne, son site Internet ou son papier distribué par les militants communistes.

Rejoignez dès maintenant l'aventure *L'Avant-Garde Plus* pour comprendre et transformer le monde ! ✪

<https://www.youtube.com/watch?v=SRZdrTMI1sfo>



Soutenons l'Avant-Garde
Journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



Non à la mise en bière de la Charte des Nations unies et du droit international !

Qu'est-ce qui peut justifier le terrible silence sur le bombardement au premier jour de l'attaque par l'aviation US (cf. *New York-Times*, 5 mars 2026) d'une école primaire à Minab en Iran qui a fait plus de 150 morts dont principalement des écolières ? On ne peut l'accepter ! Ce sont systématiquement les peuples qui sont victimes des politiques de violation du droit international !

La Charte des Nations unies établie en 1945 reconnaît l'égalité en droit des peuples et le droit à la souveraineté de tous ses membres. Son article 2.7 précise : « Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte. »

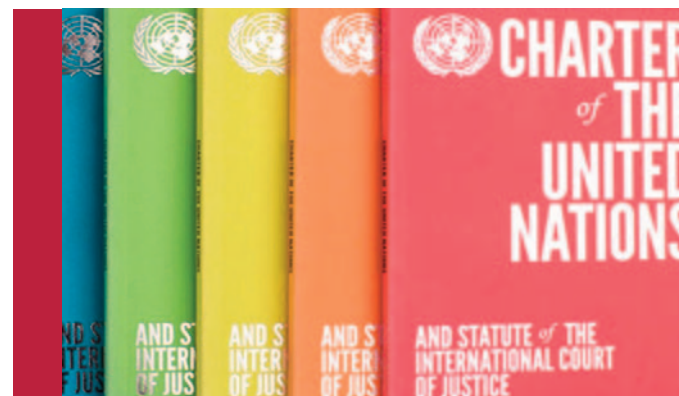
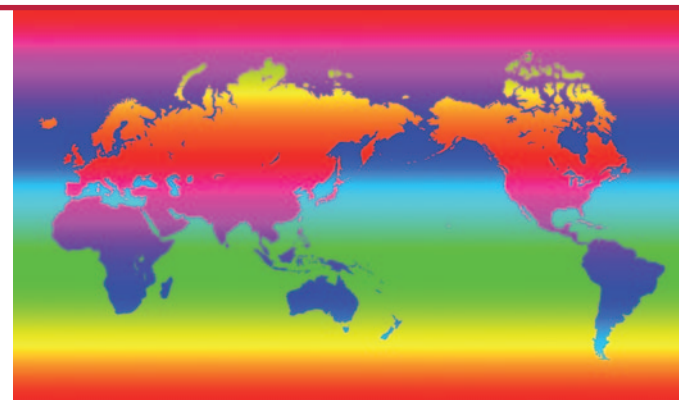
Les attaques systématiques contre l'ONU, la Charte des Nations unies et le droit international concourent à la marche à la guerre. Ces attaques sont en réalité des attaques contre la majorité des peuples de la planète et contre le seul cadre de référence mondial et international. Replacer l'ONU, les principes de la conférence de San Francisco et la Charte des Nations unies au centre des relations internationales est nécessaire pour une politique de paix.

Les violations du droit international ne sont pas une nouveauté. Elles sont consubstantielles du stade impérialiste du capitalisme : expédition du canal de Suez en 1956, occupation des territoires palestiniens en 1967 et politique de colonisation par les gouvernements israéliens, occupation de la moitié de Chypre par les troupes turques, etc. Durant la phase néolibérale de la mondialisation capitaliste, l'impérialisme, étatsunien en tête, profitant du bouleversement des rapports de force internationaux suite à la

chute de l'URSS, a cherché à asseoir sa domination en utilisant les fameuses et fumeuses théories relatives au « droit d'ingérence », « droit d'ingérence humanitaire », « guerre humanitaire », « guerre préventive », contraires à la Charte des Nations unies et au droit international. Cela a provoqué des désastres en chaîne dans plusieurs régions du monde. C'est le cas au Moyen-Orient, après l'invasion de l'Irak en 2003, qui a provoqué des centaines de milliers de morts, déplacé des millions de personnes et ouvert un cycle de violences dont l'émergence de Daech fut l'une des expressions les plus tragiques. Également en Libye, où l'intervention de l'OTAN franco-britannique en 2011, présentée comme une opération destinée à « protéger les civils », a semé le chaos dans le pays mais également dans le Sahel. Derrière les proclamations humanitaires, ce sont des sociétés entières qui ont été disloquées, laissant derrière elles des villes détruites, des peuples déplacés et un ordre international profondément discrédité. L'intervention en Libye de 2011 est une des ruptures majeures de l'ordre international et l'un des points de départ du basculement du monde.

L'invasion de l'Ukraine décidée par le régime russe en février 2022 viole frontalement le droit international et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ses causes profondes sont la chute du système sécuritaire européen du fait de l'expansion de l'OTAN vers l'Est, le non-respect des Accords de Minsk et le non-règlement de la guerre à l'Est de l'Ukraine depuis 2014. À raison, les condamnations sont sans appel.

On déplore et condamne fermement, en miroir, l'absence de réaction sur le génocide à Gaza par le gouvernement d'extrême droite israélien de Benjamin Netanyahu, alors qu'un mandat d'arrêt de la CPI est prononcé à son encontre. Alors que ce gouvernement suprématiste sème le chaos dans toute la région, aucune sanction n'est prise



contre lui. L'attaque de grande échelle contre le Liban et les crimes de guerre qui y sont commis par l'armée israélienne ne suscitent guère de réaction. La suspension de l'accord d'association UE-Israël tant que le gouvernement israélien ne respecte pas le droit international est toujours une bataille à mener. Le deux poids, deux mesures est une honte !

L'émergence de puissances moyennes, faisant prévaloir leurs intérêts propres, piétinent également le droit international. C'est le cas par exemple des régimes réactionnaires du Golfe, partenaires des USA et agissant également en autonomie. Dans un silence total en Occident, les Émirats arabes unis soutiennent les « Forces de réaction rapide » au Soudan, où se produit, selon l'ONU, la pire catastrophe humanitaire mondiale, avec 15 millions de déplacés, des meurtres, des massacres, des viols quotidiens, pour se disputer les ressources minières et hydrauliques, mais également la position stratégique du Soudan. L'intervention saoudienne (depuis 2015) et émi-

ratie au Yémen, pour contrôler les accès à la mer Rouge, est également une violation du droit international.

L'attaque massive orchestrée par les gouvernements extrémistes israélien et étatsunien en Iran s'inscrit dans la suite macabre d'interventions qui n'ont eu de cesse de semer guerres, chaos, désolations, déplacements, aux quatre coins du monde.

Qu'est-ce qui fait que le droit international est systématiquement attaqué, piétiné, sans que les gouvernements qui décident ces attaques ne ressentent désormais le besoin de se « justifier » ? Entre mentir à l'ONU, comme Colin Powell en 2003, ou dévoyer une résolution de l'ONU comme la France et la Grande-Bretagne pour la Libye en 2011, d'une part, et chercher à faire éclater et à remplacer l'ONU, comme Trump en 2026, d'autre part, une évolution certaine s'est produite. Elle s'explique par le nouveau régime politique que les fractions dominantes du capitalisme cherchent à faire émerger et à imposer. Leur objectif est de renouer avec une onde expansive du capitalisme, après l'échec de la phase néolibérale. Pour cela, elles ont besoin d'éléments extérieurs, politiques : la guerre. Pour cela, elles prennent aussi directement le pouvoir, comme c'est le cas aux États-Unis. Pour cela, enfin, elles foulent aux pieds tous les cadres internationaux (ONU, Accord de Paris sur le climat, OMS, etc.) et tous les compromis sociaux et démocratiques auxquels l'histoire des luttes du XXe siècle les ont contraintes.

Et cela fait des émules. Emmanuel Macron, lors de son discours de l'Île-Longue du 2 mars dernier, a déclaré : « *Le champ des règles est un champ de ruines. Et l'animosité ambiante se prête assez peu à la confiance qu'il faut pour rebâtir les normes de sécurité collective.* » En se contentant de ce constat, sans rien annoncer pour l'inverser, il concourt à l'enterrement du droit international, alors que les accords de désarmement sont désormais tous démantelés en Europe.

Les discours sur la « mort de l'ONU » sont légion. Comme Gabriel Attal pour qui l'ONU est « essentiellement un guichet humanitaire et une ONG climatique ». Tout est fait pour mettre en exergue son inutilité, mais à nous de nous emparer des principes progressistes de la Charte des Nations unies qui mettent en avant la responsabilité des peuples, donc de chaque citoyen, d'agir pour la paix ; car l'aspiration à la paix entre les peuples est essentielle. Cela nécessite une action politique. Certes, les Nations

unies sont un lieu de pouvoir et d'influences entre puissances. L'impuissance de l'ONU est due aux politiques impérialistes, pas à l'ONU elle-même. Il est important d'appeler à une réforme pour que l'ONU corresponde aux réalités du monde actuel. La France, comme membre permanent du Conseil de sécurité, a les leviers pour agir dans ce sens.

Il existe en effet des bases importantes pour empêcher la mise en bière du droit international. Les agences de l'ONU sont actives et leur rôle est indispensable. Les condamnations de l'attaque israélo-étatsunienne ont été exprimées par plusieurs pays représentant 72 % de la population mondiale, majoritairement les pays du sud global, et soutenue explicitement par ceux représentant 8,2 %. Seuls trois pays européens se distinguent : l'Espagne, la Suède et l'Irlande (source *Grand continent*, 6 mars). La fin de l'histoire prônée et annoncée par Huntington n'a pas eu lieu. Ce sont des bases pour l'action, pour une politique de paix, qui, depuis la Charte des Nations unies, est un devoir politique. Ce sont des bases pour un autre ordre du monde « basé sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes » (article 2.1 de la Charte des Nations unies).

Jaurès le disait déjà. Le respect du droit international comme pierre angulaire d'une politique de paix se décline en deux volets : une procédure d'arbitrage selon des règles communes d'une part, et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, d'autre part. C'est une condition de lutte contre la loi du plus fort, contre les politiques impérialistes de dominations. ☺

Secrétariat du secteur international du PCF



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA